

Il a organisé hier une conférence sur le droit du travail

## Le RCD plaide pour une augmentation du SNMG



Mohcine Belabbas, président du RCD, à l'ouverture, hier, de la conférence. ©Louiza/Liberté

**“Notre pays paie près de vingt ans de tergiversations politiques du pouvoir à engager des réformes sur des dossiers essentiels qui bloquent le développement”, a souligné Mohcine Belabbas.**

Pour sa première sortie publique de la rentrée, le président du RCD a préféré se concentrer sur les questions socioéconomiques. Lors de l'inauguration d'une conférence nationale sur le droit du travail, tenue hier à Zéralda, Mohcine Belabbas a critiqué sévèrement la politique économique du pouvoir.

Pour le président du RCD, on ne peut pas parler de “bilan économique”. Selon Mohcine Belabbas, qui s'est adressé à un aréopage constitué de cadres de son parti, de syndicalistes et d'universitaires, pour “parler de la croissance économique, il faut déjà avoir une économie”, autrement dit, “respecter quelques fondements de la théorie économique”. Cette croissance se prépare, a-t-il dit, “par l'arbitrage transparent dans l'allocation des ressources, par la promotion de conditions qui encouragent les créateurs d'emplois et de richesses au lieu du recours aux dopages en tout genre qu'on abandonne sans aucun bilan” et “une formation de qualité” qui passe “par la revalorisation du montant de l'allocation scolaire, des bourses d'étudiants, des salaires des enseignants et aussi du salaire national minimum garanti (SNMG) pour le porter à un niveau décent”.

Mais avant d'arriver à ces recommandations, le président du RCD a battu en brèche les mesures actuelles prises par les pouvoirs publics pour faire face à la crise économique que vit le pays depuis que les prix du pétrole ont chuté en 2014.

Pour Mohcine Belabbas, “la crise financière ne se règle point par l'impression de billets de banque”. Pour lui, la solution est dans la mise en place d'une “économie productive et dans un système démocratique. L'avenir

auquel aspirent toutes les composantes de notre peuple ne peut être garanti que par une économie de production, une économie de croissance dans le cadre d'un système démocratique où les dirigeants sont l'émanation de scrutins libres", a résumé Mohcine Belabbas.

Pour illustrer la situation de précarité dans laquelle vit le pays, le président du RCD s'est longuement étalé sur les récentes manifestations organisées par les populations dans les régions du Sud. S'il admet que celles-ci ont été poussées dans "les eaux des populismes et des extrémismes", Mohcine Belabbas estime néanmoins que cela a été le fruit de la politique de "marginalisation" du pouvoir. "Comme tous les Algériens, les citoyens du Sud ont droit au travail, au développement économique et au progrès social. Ils ont aussi besoin d'infrastructures adéquates pour l'éducation, l'activité culturelle, les loisirs... Ils ont aussi droit à la sauvegarde et à la promotion de leur identité régionale dans le cadre des lois de la République", a-t-il indiqué tout en plaidant pour l'instauration d'un système de "péréquation dans la dépense publique dans tous les domaines et qui privilégie transitoirement les rattrapages nécessaires". Dressant un contre-bilan à celui que veulent présenter les formations politiques proches du chef de l'État, Mohcine Belabbas estime que notre pays "paie près de vingt ans de tergiversations politiques du pouvoir à engager des réformes sur des dossiers essentiels qui bloquent le développement". La preuve est le retard pris dans la confection d'un code du travail "qui promeut les droits et garantit les équilibres" qui est "une urgence contrairement aux affirmations des Exécutifs successifs qui ont mis le projet en veilleuse".

S'il admet que le projet a été bloqué grâce à la mobilisation des syndicats autonomes et des sections locales de l'UGTA, le président du RCD estime que l'élaboration d'un nouveau code du travail doit être "précédée par un travail préparatoire associant tous les partenaires sociaux sans exclusion et non avec seulement les syndicats et patronats caporalisés".

Le contraire signifie "une absence de volonté politique pour instaurer des cadres crédibles dans lesquels les conflits se règlent par la négociation et la médiation", a-t-il averti.

**Ali Boukhlef**